

<https://www.pressegauche.org/Campements-Securite-dignite-et-respect-des-droits-sont-compatibles-dit-le>



Campements : Sécurité, dignité et respect des droits sont compatibles dit le communautaire (RAPSIM)



- Communiqués -
Date de mise en ligne : mardi 4 mai 2021

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

MONTRÉAL, le 4 mai 2021 - Le 3 mai 2021, les personnes résidant au campement Hochelaga ont été évincées lors d'une intervention menée par le SPVM mobilisant l'escouade anti-émeute, sur ordre émis par le Ministère des Transports du Québec et la Ville de Montréal. Depuis quelques semaines, les démantèlements se multiplient à Montréal, précarisant davantage les personnes évincées à chaque fois.

Dans les médias, les porte-paroles des différents paliers gouvernementaux utilisent une rhétorique ultra-sécuritaire : les démantèlements seraient garants de la sécurité des personnes. Cette posture nie le fait que les campeurs et campeuses ont le souci de leur sécurité et prennent action pour la garantir (ex : génératrice, extincteurs, naloxone, distanciation physique). De plus, les organismes communautaires qui travaillent en itinérance constatent que les tentes permettent une stabilité et une proximité avec la communauté, ce qui est vecteur de santé et sécurité. À l'inverse, les évictions obligent les personnes à se déplacer, s'éloigner des services, se séparer et devenir invisibles pour échapper à cette chasse aux campements.

« Depuis plus d'un an, les acteurs communautaires interpellent et sensibilisent la Ville de Montréal aux enjeux associés aux campements et la somment de respecter les droits et la dignité des personnes » Marjolaine Pruvost, coordonnatrice de la Table des Organismes communautaires Montréalais de lutte contre le sida (TOMS).

Ce discours s'accompagne de promesses de loger l'ensemble des personnes en situation d'itinérance, on entend que l'enjeu ne serait que d'ordre temporel. Pourtant, des logements, sous toutes les formes, il en manque à la tonne au-delà des financements qui descendent au compte-goutte pour développer des projets ciblés. Cet argumentaire ne reconnaît ni la crise du logement qui sévit à Montréal, ni l'ampleur des besoins variés en itinérance. Tant que les instances politiques maintiendront cette posture, il sera impossible de mettre en place des solutions viables et adaptées. « La stratégie actuelle de tout miser sur une solution unique, laisse tomber les personnes dont les besoins diffèrent de l'image stéréotypée de l'itinérance que se sont fait nos pouvoirs publics. » Annie Savage, directrice du Réseau d'aide aux personnes seules et itinérantes de Montréal (RAPSIM).